



Les socialistes européens et les temps nouveaux

Jean-Christophe Cambadélis
avec la collaboration de Laurent Baumel

Les socialistes européens et les temps nouveaux

Jean-Christophe Cambadélis
avec la collaboration de Laurent Baumel

SOMMAIRE

Introduction	5
D'où venons-nous ?	11
La « grande transformation »	11
Les réponses idéologiques : entre néogauchisme et social-libéralisme	17
Un nouveau cours	27
Vers une social-démocratie européenne moderne et assumée.....	27
Le manifeste du Parti socialiste européen	37
Un double mouvement.....	47
Conclusion : la vraie Troisième Voie	54

Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris, membre de la commission des Affaires étrangères, secrétaire national du Parti socialiste aux Relations internationales et à l'Europe, est directeur de la campagne du Parti socialiste pour les élections européennes de juin 2009. Il a publié récemment *Parti Pris. Chroniques de la présidentielle chez les Socialistes* (Plon, 2007) ; *Le Génie du socialisme. Un siècle d'avancées et de divisions...* (Plon, 2008).

Laurent Baumel, maire de Ballan-Miré, est secrétaire national adjoint du Parti socialiste chargé de l'Europe et des Relations internationales. Il a publié *Fragments d'un discours réformiste. Contribution au renouveau doctrinal de la gauche française* (L'Aube, 2006) ; *Rénover le parti socialiste, un défi impossible* (Bruno Leprince, 2007).

INTRODUCTION

Les empires sont périssables. La chute du Mur de Berlin le démontre et le krach du libéralisme financier est la marque ultime de la crise conjointe des Etats-Unis et de l'URSS.

Barack Obama a surgi dans l'effondrement général du système libéral financier. Il est aux Etats-Unis ce que fut Gorbatchev à l'Union soviétique.

La défaite des néoconservateurs américains lors des présidentielles américaines est un tournant de l'histoire.

Les Etats-Unis vont d'abord s'occuper de leur nation. Il s'agit de reconstruire leur système économique et vraisemblablement social avec deux piliers, la santé et l'école. Alors, les Etats-Unis sont contraints de « mutualiser » le leadership mondial pour continuer à l'assurer.

Pour autant, ce mouvement offre une opportunité qui, si elle est saisie, peut modifier la donne.

Regardons l'Amérique latine qui est de moins en moins l'arrière-cour des Etats-Unis. Observons l'Afrique où la Chine investit plus vite et plus fort que les Etats-Unis. Scrutons le Moyen-Orient, l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan où le temps de la normalisation est, semble-t-il, arrivé.

Le choc des civilisations a vécu. L'objectif de la coexistence pacifique des civilisations est à portée de la main.

La fin de l'hégémonisme substitutif américain conduit les États-Unis à impliquer ses partenaires pour être les gendarmes du monde... occidental.

La période ouvre un champ historique à l'Europe. C'est à celle-ci de le saisir. Le moment, comme souvent, est tout à la fois objectif – une crise généralisée du système capitaliste financier, la réorganisation de l'empire américain... – et subjectif : la prise en compte par la social-démocratie européenne des errements du social-libéralisme.

Le blairisme s'est effondré avec le capitalisme financier.

Il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain.

Mais enfin, une page est tournée en Europe. Elle ne

préjuge en rien de la suite, mais elle marque un possible.

La première tâche de la social-démocratie européenne est de poursuivre la réorganisation du système économique mondial.

Le sommet du G20 a pris conscience de la double nécessité de réguler les marchés financiers et de mettre sur pied des plans massifs de relance de l'économie, tout en domestiquant le capitalisme financier et en dressant une liste noire des paradis fiscaux. On ne peut en rester là. La social-démocratie européenne doit prendre en main quatre questions essentielles.

- *La régulation des marchés*

Le bilan des banques n'est toujours pas assaini, comme l'a souligné le directeur du FMI, Dominique Strauss-Kahn. Joseph Stiglitz et Paul Krugman, deux Prix Nobel d'économie, en appellent pour leur part à une entrée massive de l'État dans le capital des banques afin de rassurer les marchés, mettre un terme à la spéculation sur celui des actions et à la crise de liquidités sur le marché interbancaire.

- *La relance*

Le communiqué final du G20 a invité les gouvernements à mettre sur pied des plans de relance d'une ampleur de 5 000 milliards de dollars, sans en préciser les modalités de financement. En Europe, la monétisation des déficits est interdite par le statut de la Banque centrale européenne (BCE). Celle-ci tarde de plus à réduire ses taux aux niveaux quasi-nuls des taux américains et britanniques, entretenant par là même la surévaluation de l'euro. Par ailleurs, le surmoi « néo-libéral » de la Commission européenne l'empêche de permettre des mesures d'une telle importance. Celle-ci rappelle déjà à l'ordre certains pays membres pour déficits excessifs alors que les circonstances exceptionnelles avaient été prononcées pour suspendre il y a peu le pacte de stabilité.

- *Le contrôle du capitalisme*

L'État peut naturellement intervenir sur la politique salariale dans les entreprises dont il est actionnaire. Le meilleur instrument, pour que ne se forme pas une nouvelle classe de rentiers, est l'impôt progressif sur le

revenu. Enfin, moraliser le versement des hauts revenus ne doit pas masquer la crise du pouvoir d'achat des revenus moyens et modestes. Mais la question reste la fin des paradis fiscaux et là, on est loin du compte.

- *Un nouveau Bretton Woods*

Nicolas Sarkozy a énormément communiqué sur un « nouveau Bretton Woods ». Pour autant, la refondation du système monétaire international a été littéralement écartée du G20. Celui-ci reste un régime d'étalon dollar.

Ces quatre questions, l'Europe doit les prendre à bras-le-corps. Seuls les sociaux-démocrates sauront les articuler à un nouveau modèle de croissance juste et durable, un keynésianisme vert à l'échelle continentale.

L'Europe politique

C'est une majorité nouvelle au Parlement européen. Dans le même temps, l'application du Traité de Lisbonne doit permettre de parlementariser la construction européenne. En effet, l'article 14 alinéa 1 donne à la majorité les condi-

tions d'un réel pouvoir politique. Le Traité de Lisbonne n'a pas que des défauts, mais il mine à terme le consensus ou le compromis historique – déjà rendu caduc par la crise – entre la social-démocratie et la démocratie-chrétienne. La parlementarisation de la construction européenne est en marche. Et la majorité au Parlement européen a une importance stratégique. La cohabitation entre la fédération d'États-nations et un Parlement européen contrepoids va créer une nouvelle dynamique. La social-démocratie européenne est à la croisée des chemins. Sera-t-elle actrice d'une nouvelle histoire utilisant la crise pour imposer un nouveau modèle de développement ? Saura-t-elle saisir le répit que lui offre la pause américaine dans son hégémonie rampante ? Elle doit passer du discours aux actes. C'est le défi qui lui est posé.

D'OÙ VENONS-NOUS ?

La « grande transformation »

Au cours des trois dernières décennies, les économies et sociétés européennes ont connu des mutations de très grande ampleur, une sorte de « grande transformation » pluridimensionnelle qui a bousculé les instruments, le projet historique, les valeurs mêmes de la gauche européenne.

La mondialisation a bien sûr constitué l'élément central de ce nouveau décor historique. Produit de décisions politiques et de mutations technologiques qui, en quelques années, ont radicalement changé l'échelle des interactions humaines, celle-ci recèle des potentialités économiques et culturelles positives. Mais elle a aussi percuté de plein fouet l'État social national, avec tous ses instruments de régulation. L'interdépendance croissante des économies a érodé l'efficacité des politiques macroéconomiques keynésiennes. La pression concurrentielle sur les coûts de production, la déterritorialisation du capital, ont partout

imposé un nouveau partage de la valeur ajoutée et une remise en cause de la condition salariale issue des Trente Glorieuses. Cette nouvelle phase de la mondialisation a coïncidé, en outre, avec le nouveau paysage géostratégique issu de la chute du mur de Berlin et du 11-Septembre, celui des interdépendances financières et énergétiques entre États, du « choc des civilisations », de la prolifération nucléaire... Ces évolutions ont alors posé sur l'agenda des gauches européennes le défi complexe mais stratégique de la gouvernance mondiale et, en amont, de la transposition à l'échelle continentale des instruments de domestication du capitalisme.

La concurrence avec les pays à bas salaires s'est en outre combinée aux gains de productivité pour plonger nombre de territoires industriels des États-Unis et de la vieille Europe dans la problématique douloureuse de la reconversion économique. Là où le basculement vers le tertiaire ou les emplois à haute valeur ajoutée tarde à se concrétiser ou ne parvient pas à combler les volumes d'emplois perdus, cette transition s'est traduite par l'apparition d'un chômage de masse n'ayant plus rien de « frictionnel ». Malgré les

filets protecteurs mis en place dans l'urgence, plusieurs décennies d'expérience de ce fléau ont montré le caractère destructeur de ce phénomène pour les personnes concernées et leurs familles. Elles ont conduit à mettre au cœur de l'agenda politique la question du rétablissement d'une « société du travail » où chaque individu puisse tirer son existence matérielle et symbolique de son insertion dans l'économie.

Déjà percuté par la mondialisation et les mutations économiques, le modèle social européen a commencé à être aussi victime de ses succès : l'allongement de la durée de vie, celui de la scolarisation ont structurellement modifié l'équilibre financier des régimes d'assurance maladie et de retraite, posant pour les gauches nationales la question sensible des nouveaux objectifs et des nouvelles modalités opératoires de la protection sociale classique. Pendant que la mondialisation – et la financiarisation corrélative du capitalisme – réactivait l'antagonisme potentiel entre détenteurs de capitaux et salariés, les mutations sociologiques ont de surcroît favorisé une fragmentation des classes traditionnelles. La précarisation du salariat, l'apparition de

nouvelles segmentations, fonction du niveau de diplôme, du type de contrat ou d'entreprise, l'émergence – surtout – des phénomènes d'exclusion, de grande pauvreté, et la dépendance subséquente de fractions significatives de la population aux minima sociaux ont notamment reconfiguré les frontières internes des couches populaires. Longtemps tapies dans l'ombre imposante du clivage capital/travail, les inégalités liées au sexe, à l'origine ethnique, à la situation générationnelle ou, de façon croissante, les inégalités territoriales déterminant l'accès aux services et le rapport à la mondialisation se sont en outre imposées, pour la gauche, comme les composantes d'une nouvelle question sociale objectivement bien plus complexe que celle qui sous-tendait la logique redistributive de l'État social des Trente Glorieuses.

Cette hétérogénéité sociale a des conséquences importantes sur le terrain politique et électoral, car elle divise mécaniquement la base sociale traditionnelle des partis de gauche. Elle est renforcée, de ce point de vue, par les nouveaux clivages qui se nouent autour des enjeux sociétaux et culturels. Alors qu'une partie des classes moyennes

souhaite la poursuite du mouvement d'émancipation et de « démocratisation » de la vie personnelle issu des années 1960-1970, l'électorat populaire semble, dans de nombreux pays européens, attiré par une offre politique plus « autoritaire ». Toutes les couches de la société sont sensibles toutefois au discours de l'individualisme culturel encourageant chacun à cultiver sa différence. Celui-ci favorise l'explosion de la demande individuelle et catégorielle vis-à-vis de l'État, et donne surtout libre cours à des logiques de concurrence, des désirs de distinction, des antagonismes délestés par la chute de l'utopie communiste de la vieille « solidarité de classe ». Partout en Europe, les salariés « inclus », les habitants des zones pavillonnaires périurbaines ont de plus en plus tendance à voir les « exclus », les habitants des « cités », comme des « assistés » ; partout en Europe, une fraction non négligeable des ouvriers et des employés appréhende les immigrés et leurs descendants comme des gens venus leur dérober emplois et avantages sociaux, alors même que ceux-ci souffrent en réalité de discriminations. Face à une nouvelle droite populiste, en résonance spontanée avec la « société des indivi-

dus », la demande sécuritaire et les ghettos territoriaux, la gauche doit, là aussi, élaborer un nouveau compromis social et sociétal lui permettant de fédérer les diverses composantes d'une base électorale éclatée.

Après la mutation économique et la mutation sociale, la troisième et dernière composante de cette « grande transformation » du décor historique est le défi écologique. L'épuisement programmé des ressources fossiles, la dégradation accélérée de la biosphère avec ses conséquences climatiques dramatiques, l'émergence de nouveaux risques sanitaires ont installé au tournant du siècle de nouvelles questions brûlantes au cœur de l'agenda politique. Pour une gauche longtemps imprégnée de positivisme, de matérialisme et de productivisme, évoluant depuis le XIX^e siècle dans la confrontation classique de l'économique et du social, ces nouveaux défis n'imposent pas simplement l'extension du champ d'intervention de l'État social : plus profondément, ils appellent une révision doctrinale du rapport à la science et au progrès, du modèle de développement, de la hiérarchie même des besoins humains.

Sur ce même plan philosophique, ajoutons enfin, pour

achever le tableau, que les orientations fondamentales de la gauche ont évidemment été « interpellées » par l'effondrement final du « socialisme réel » dans la dernière ligne droite du XX^e siècle. Même si la faillite du communisme comme système économique et social était intégrée depuis longtemps par la plupart des formations issues de la social-démocratie européenne, sa consécration définitive par la chute du mur de Berlin ne permet plus à la gauche de se dispenser d'une réflexion sur les conditions de la création des richesses, sur l'importance du thème de l'égalité des chances et sur le nouvel idéal de justice à développer dans une société capitaliste marquée par la reconstitution permanente des inégalités.

Les réponses idéologiques : entre néogauchisme et social-libéralisme

Confrontée à divers degrés à cette exigence d'actualisation idéologique et programmatique, la gauche européenne a eu tendance à osciller entre les deux pôles opposés d'un néogauchisme conservateur et d'un social-libéralisme liqui-

dateur. Appuyé sur un renouveau théorique, porté par des leaders charismatiques (Ronald Reagan, Margaret Thatcher), relayé par la galaxie des institutions internationales, le libéralisme économique s'est habilement engouffré, dès le début des années 1980, dans la brèche ouverte par la crise d'efficacité et de légitimité de l'État social national pour mener une offensive idéologique de grande ampleur. Partout en Europe et dans le monde, les compromis sociaux issus des décennies d'après-guerre ont fait l'objet d'une forte remise en cause.

Un peu partout, cette offensive a alors suscité la réaction d'une gauche consciente du danger et désireuse de mobiliser les leviers de la résistance. Mais, dans sa volonté légitime de défendre le droit du travail, les services publics, la sécurité sociale, les retraites par répartition, de s'opposer en un mot à la contre-réforme libérale, cette nouvelle gauche protestataire a eu tendance à étendre son refus à celui de prendre en compte la nouvelle donne économique et sociale. Qu'elle soit issue de l'extrême gauche traditionnelle et des partis communistes maintenus – *Rifondazione comunista*, Parti communiste français, Ligue communiste

révolutionnaire, *Partei des Demokratischen Sozialismus* (PDS) devenu *Die Linke*... – ou du mouvement social et syndical, elle s'est vite enfermée dans un déni de l'exigence d'adaptation de l'État social national : refus de tout compromis européen, fétichisation de tous les « acquis sociaux », refus de toute forme de rationalisation des services publics... En dépit de sa forme plus novatrice et de sa contribution à la critique d'un capitalisme financier aveugle et dangereux, le mouvement dit altermondialiste n'a pas échappé, dans son rejet parfois principal des institutions internationales, à ce refus implicite de construire des réponses aux défis de la période. En se posant ainsi en conservatrices intransigeantes de l'État social, en se montrant par avance hostiles à toute problématique d'adaptation, ces branches minoritaires mais actives de la gauche européenne n'ont en définitive que fait revivre, dans le monde postmarxiste issu de la chute du mur de Berlin, la posture de gratuité, la préférence pour la dénonciation et l'incantation, le manque d'intérêt pour la transformation effective de la réalité qui ont de longue date caractérisé les révolutionnaires sans révolution. Mais elles n'ont que

médiocrement contribué à résoudre les défis structurels auxquels les progressistes d'aujourd'hui et leurs bases sociales sont de nouveau confrontés.

À l'opposé de ce néogauchisme conservateur, la gauche de gouvernement affirmait dans le même temps la nécessaire adaptation à la nouvelle donne. Mais, à partir des années 1990, cette adaptation s'est essentiellement exprimée à travers un nouveau paradigme « social-libéral » procédant moins d'une volonté d'ajustement de l'offre politique aux nouvelles réalités que d'une recherche revendiquée de rupture avec le logiciel « classique » de la gauche.

Critique systématique du vieil interventionnisme étatique, accent mis sur la politique de l'offre et les allègements fiscaux, consentement à la précarité salariale comme condition du plein-emploi, focalisation sur le seul objectif d'égalité des chances volontiers opposé à l'égalisation des revenus, critique des excès de l'État social redistributeur, dénonciation de l'assistanat, recentrage électoral explicite sur les classes moyennes... ont constitué autant de leitmotivs récurrents d'une gauche désireuse désormais d'affirmer sa « modernité » idéologique.

Le fameux manifeste *Europe : la Troisième Voie – le Nouveau Centre*, cosigné par Tony Blair lorgnant sur le leadership intellectuel de l'Europe rose et par un Gerhard Schröder délesté de son alliance avec le néokeynésien Oskar Lafontaine¹, a sans doute offert, en juin 1999, l'expression la plus retentissante de cette volonté assumée de « provoquer » la vieille gauche. S'affichant comme l'expression d'une volonté de la social-démocratie d'adapter ses moyens d'action aux nouveaux défis de la période, ce texte emblématique comportait de fait quelques préconisations allant dans ce sens, comme la suggestion d'investir plus nettement dans l'éducation et la formation tout au long de la vie pour gérer les enjeux de la reconversion économique. Mais il se présentait, pour l'essentiel, comme un pavé dans la mare. « Nous devons mettre tout en œuvre pour soutenir les entreprises sans jamais nous arroger le droit de nous substituer à ces dernières », y proclamaient d'emblée les auteurs, pour faire ensuite l'éloge appuyé de la baisse de l'impôt sur les sociétés, de la flexibilité accrue du

1. Ce dernier avait démissionné du ministère des Finances et de la présidence du SPD le 11 mars 1999, trois mois avant la publication de ce manifeste.

marché du travail, et affirmer haut et fort leur refus de toute harmonisation sociale européenne.

S'agissant plus spécifiquement de la construction européenne, ce social-libéralisme a offert, pendant toute cette période, une justification théorique à la volonté plus prosaïque, chez les Britanniques, les Allemands et sans doute aussi les sociaux-démocrates scandinaves, de privilégier un scénario d'insertion « nationale » dans la mondialisation. Au-delà de l'attitude officiellement pro-européenne de Tony Blair, le gouvernement travailliste n'a jamais voulu accepter une harmonisation qui aurait pu compromettre la stratégie britannique d'attraction des capitaux et de spécialisation dans les services financiers. De façon similaire, l'Allemagne de Gerhard Schröder a choisi de reconstituer prioritairement sa compétitivité et ses parts de marché intra-européennes par le recours combiné aux délocalisations et à la stagnation salariale.

De façon plus générale, le tournant idéologique de la gauche européenne a pu s'expliquer pour une bonne partie par la spécificité des trajectoires et des structures politiques nationales. La Troisième Voie s'est développée dans une

société britannique marquée par la prégnance d'un « surmoi thatchérien » et le souvenir encore vivace d'un *Old Labour* de James Callaghan prisonnier du radicalisme syndical. Avant d'être une réactivation doctrinale du fond libéral du travaillisme originel, le blairisme a aussi constitué une tactique politique efficace de « triangulation », une façon habile de désarmer le parti conservateur en lui dérobant ses thèmes, rendue évidemment possible par un mode de scrutin drastique prévenant la fuite de l'électorat le plus populaire vers une gauche protestataire.

En effet, le scrutin uninominal à un tour avantage le parti travailliste : pas besoin d'alliance à gauche au second tour. L'examen de la pratique des gouvernements sociaux-libéraux de cette époque fait d'ailleurs apparaître des pratiques parfois un peu plus à gauche que les discours officiels² visant à gagner l'élection.

L'orientation idéologique de Tony Blair et d'une très grande partie de la gauche européenne au tournant du siècle n'en a pas moins constitué une remise en cause radicale de tout

2. Dans le cas britannique, on peut citer par exemple l'introduction d'un salaire minimum.

un héritage historique. Pendant toute cette période, la gauche européenne a semblé tourner le dos à ce qui fait le cœur du réformisme social-démocrate, même débarrassé de la théologie marxiste de la rupture, à savoir la conscience des contradictions potentielles entre le capital et le travail, entre la logique de l'efficacité économique et celle de la justice sociale, et la recherche corrélative d'un compromis entre ces intérêts et ces logiques. Elle a semblé oublier l'équilibre dialectique entre la nécessaire reconnaissance de l'économie de marché et la volonté de la réguler à travers des règles, des interventions publiques, une redistribution sociale. De ce point de vue, cette orientation n'a fait que refléter un moment idéologique global.

Découragée par l'ampleur des défis, quelque peu démunie devant la difficulté objective d'y répondre par un nouvel accroissement des réglementations, des dépenses et des prélèvements, une grande partie de la gauche européenne a succombé alors au besoin de retrouver des repères stables et une cohérence en se coulant dans un libéralisme ambiant ayant revêtu, comme toute idéologie dominante, les habits du bon sens et de l'évidence. Elle s'est adossée à

la nouvelle *doxa*, quitte à donner le spectacle toujours saisissant de l'excès de zèle des nouveaux convertis.

Il faut d'ailleurs reconnaître que le socialisme français avait anticipé le mouvement. Parvenu au pouvoir au moment où les partis frères anglais et allemand en étaient écartés pour quinze ans, celui-ci avait découvert, dans une solitude douloureuse, l'impasse nouvelle du keynésianisme national. Après avoir surmonté la tentation de poursuivre « le socialisme dans un seul pays », il avait poussé assez loin sa conversion au « réalisme économique », même si la conviction de François Mitterrand que l'« on ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépens » l'a préservé de la forme exacerbée et enthousiaste que les tenants de la Troisième Voie ont donnée quelques années plus tard à leur retournement doctrinal. La défaite de 1993 a permis ensuite une réflexion introspective du socialisme français sur ses égarements et conduit au « réalisme de gauche » de Lionel Jospin, conçu comme le point d'équilibre entre la préservation nécessaire de la culture de gouvernement et le retour non moins vital aux valeurs fondamentales de la gauche. Mais, dans ce mouvement de balancier historique, le socia-

lisme français recentré d'après 1993 s'est de nouveau retrouvé à contretemps de la gauche européenne. Il a donné congé à son moment libéral au moment où ses principaux partenaires y plongeaient avec une certaine délectation.

Alors même qu'il devait lutter sur le front intérieur contre la pression récurrente de la gauche protestataire, il a été assimilé – lors de son retour au gouvernement entre 1997 et 2002 – à cette gauche traditionnelle prétendument « ringardisée » par la modernité sociale-libérale.

Bien qu'offrant des contreparties très réelles aux entreprises, la réduction réglementaire du temps de travail à 35 heures a paru en décalage avec la politique de l'offre préconisée au même moment par le tandem Blair-Schröder. Les appels à la régulation, au gouvernement économique, à l'harmonisation sociale et fiscale européenne du socialisme français, sa volonté de défendre les services publics comme composante essentielle d'un modèle social refusant « la société de marché », se sont régulièrement heurtés, dans cette période, à l'indifférence ou à l'hostilité de ses principaux homologues.

UN NOUVEAU COURS

Vers une social-démocratie européenne moderne et assumée

Un grand nombre d'indices laissent à penser que cette « parenthèse sociale-libérale » est précisément en train de se refermer. Le centre de gravité de la gauche européenne connaît aujourd'hui un repositionnement majeur, glissant vers une orientation modernisatrice mais authentiquement social-démocrate. La nécessité de l'adaptation idéologique et programmatique à la nouvelle donne historique n'est pas abandonnée. La gauche européenne semble toutefois considérer désormais comme possible et nécessaire d'y répondre de façon clairement distincte du libéralisme et dans une fidélité réelle aux valeurs, aux objectifs et aux instruments qui ont constitué son identité.

Les revers électoraux sont évidemment à l'origine de ce recentrage : en 2000, onze des quinze États alors membres de l'Union européenne étaient gouvernés par la gauche. À la fin de cette même décennie, seuls huit pays sur

vingt-sept le sont par les sociaux-démocrates. Bien entendu, toute défaite a des causes spécifiques et conjoncturelles : la campagne ratée de Lionel Jospin, les divisions de la gauche italienne, la question du tsunami pour le Premier ministre suédois Göran Persson ont joué un rôle non négligeable dans leurs échecs.

Les victoires simultanées de la fin des années 1990 ont par ailleurs exposé tous les gouvernements de gauche à subir au même moment les effets de cycle et d'usure propres aux démocraties contemporaines. La défaite de la gauche est parfois, aussi, la victoire de la droite. Si le « libéralisme sociétal » spontanément porté par la gauche a assuré jusqu'ici le succès de José Luis Zapatero face à une droite espagnole excessivement liée à l'Église, en Italie, avec Silvio Berlusconi, et surtout en France avec Jacques Chirac puis Nicolas Sarkozy, la droite a en revanche su capter l'aspiration à l'ordre et à la sécurité émanant notamment, mais pas seulement, de l'électorat vieillissant. Dans de nombreux pays, à l'exception notable du Royaume-Uni jusqu'à l'émergence de David Cameron, elle a aussi su renouveler sa rhétorique pour élargir sa base électorale. Dans le bastion

social-démocrate suédois, plutôt que de s'attaquer au principe même de l'État social, un Fredrik Reinfeldt a exploité avec succès le ressentiment spontané d'une partie de l'électorat social-démocrate envers les « profiteurs du système » et les fraudeurs. Un peu partout en Europe, cette nouvelle droite populiste s'est ainsi coulée avec délices dans les contradictions de la société fragmentée, n'hésitant pas à dresser une partie des couches moyennes et des couches populaires intégrées contre les « assistés » et les immigrés. En France, en Italie, en Suède et dans d'autres pays, elle a su enfin dissimuler son projet fondamentalement néolibéral sous les habits ambigus du volontarisme réformateur et rationnel, renvoyant par là même la gauche à son immobilisme supposé face aux déficiences de l'État social. De ce point de vue, dans ces mêmes pays, la gauche a d'abord payé la facture de ses incertitudes programmatiques ou de sa difficulté récurrente à produire un « récit » politique mobilisateur dans les grands rendez-vous électoraux. Il n'empêche : un peu partout en Europe, le reflux des années 2000 a aussi manifesté le mécontentement d'une bonne partie de la base sociale de la gauche à l'égard de

politiques ayant visé à assouplir le droit du travail, à baisser la fiscalité des entreprises et des hauts revenus, à allonger la durée de cotisation pour les retraites, à privatiser les services publics ou à diminuer l'indemnisation des chômeurs... Les turbulences et les remises en cause internes qui s'en sont suivies n'ont pas toujours pris les proportions atteintes dans le Parti socialiste français au lendemain de 1993 et de 2002. Mais partout les revers électoraux ont engendré un retour réflexif sur l'expérience du pouvoir et un ajustement dialectique de l'orientation.

Le processus a été notable en Allemagne : le rejet des réformes du marché de travail et de la protection sociale dites de l'« Agenda 2010 », réformes conduites par le gouvernement Schröder en application de l'orientation sociale-libérale, a en effet joué un rôle central dans la défaite de 2005. Ce rejet a aussi provoqué une hémorragie militante préoccupante, s'agissant d'un parti ayant souvent bâti ses succès sur ses capacités de mobilisation. Il a surtout ouvert un espace stratégique durable à une nouvelle formation néocommuniste, *Die Linke*. Et il a débouché sur une crise structurelle que l'expérience délicate de la grande coalition

contribue davantage à aggraver qu'à résoudre. Cette situation a conduit les nouveaux dirigeants du Parti social-démocrate, le SPD, à redéfinir les orientations fondamentales et historiques du parti.

Le nouveau « programme de Hambourg » adopté à l'automne 2007 sous l'impulsion de Kurt Beck ne constitue sans doute pas un virage à 180 degrés. Mais, en revenant à la promotion de l'État social, fût-il « prévoyant³ » plutôt que simplement réparateur, il donne congé à la rhétorique sociale-libérale de l'ère Blair-Schröder et propose une synthèse entre les impératifs de la modernisation et l'ancrage dans les valeurs traditionnelles de la social-démocratie allemande. Les difficultés rencontrées par Kurt Beck sur la question du rapport avec *Die Linke* dans les élections régionales, le retour corrélatif des schröderiens à la tête du SPD ont certes rappelé par la suite que ce compromis politique demeurerait compliqué, dans un parti légitimement déstabilisé par les problèmes qu'il doit affronter depuis 2005. L'inflexion globale de l'orientation n'en est pas moins

3. Dominique Méda, *L'État prévoyant*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2009.

tangible, comme en ont tout récemment témoigné les propositions très régulatrices faites par le candidat du parti à la Chancellerie à la veille du G20 et la signature d'un protocole SPD-DGB par Frank-Walter Steinmeier et Frank Bsirske.

On peut y lire : « Nous avons pour l'Europe besoin d'un ordre qui régule le marché et qui assure l'existence d'un bon travail pour tous [...]. Il ne doit pas y avoir de dumping social et des salaires en Europe. La législation européenne doit être changée pour que, dans toute l'Europe, il soit assuré que les conditions de travail et de rétribution soient les mêmes pour le même travail et au même endroit ! Une clause de progression sociale doit ainsi être introduite dans le droit européen, ainsi que dans la directive européenne sur le détachement des travailleurs. »

En Espagne même, la non-reconduction à ses fonctions de Pedro Solbes, l'inamovible ministre « libéral » de l'économie du gouvernement Zapatero, est l'expression de cette évolution. Les considérations nationales jouent certes toujours leur rôle dans la diplomatie européenne, comme en témoignent les yeux doux faits par certains leaders au libéral-

conservateur José Manuel Barroso pour qu'il se présente à sa réélection comme président de la Commission européenne. Mais, fait nouveau, elles provoquent un tollé dans le groupe socialiste européen et permettent au président du Parti socialiste européen (PSE) Poul Nyrup Rasmussen de déclarer sans être démenti : « Si une autre majorité se dégage, M. Barroso ne pourra pas être reconduit. »

La crise actuelle du capitalisme financiarisé a évidemment agi aussi comme un puissant stimulant pour un retour de la gauche à ses fondamentaux.

Le phénomène s'est tout particulièrement illustré au Royaume-Uni. Malgré une contestation explicite sur la question irakienne ou plus rampante sur les sujets économiques et sociaux, la ligne blairiste s'était globalement maintenue après le passage du témoin à Gordon Brown. Sans doute ce dernier n'avait-il pas hésité, à certains moments de son combat pour accélérer la succession, à célébrer déjà les valeurs traditionnelles du *Labour*.

Mais il était resté fidèle pour l'essentiel à l'approche idéologique qu'il avait largement incarnée comme chancelier de l'Échiquier.

La crise financière et économique a brutalement modifié la donne : en octobre 2008, le Premier ministre britannique a été l'un des tout premiers à réagir à la tourmente en n'hésitant pas à nationaliser une partie de son système bancaire, ou à invoquer la nécessité d'un nouveau « Bretton Woods » devant les responsables de la City.

Prenant le contre-pied en janvier 2009 de la politique suivie jusque-là par le *Labour*, il a renforcé l'indemnisation des chômeurs de longue durée. Face aux réticences des gouvernements conservateurs français et allemand, il a porté avec Barack Obama à la réunion du G20 de Londres l'exigence keynésienne d'une relance budgétaire massive de l'économie mondiale.

Bien évidemment, ces « inflexions » pour le moins spectaculaires par rapport à l'idéologie blairiste sont la marque d'un certain pragmatisme politique. Dans un contexte radicalement nouveau, où les impasses du libéralisme et la fragilité potentielle d'une économie largement centrée sur la toute-puissance de la City apparaissent tout à coup aux yeux de la société britannique elle-même, un dirigeant politique aussi aguerré que Gordon Brown montre sa capacité

à opérer le mouvement que les circonstances historiques imposent. La crise n'en agit pas moins comme le révélateur rassurant du fait que les excès de zèle de la Troisième Voie ne constituaient pas nécessairement la vérité profonde du nouveau travaillisme.

Il est clair, enfin, que l'élection de Barack Obama pèse lourdement et de manière positive dans le moment actuel de la gauche européenne. Même si la gauche de Barack Obama reste une gauche américaine, inscrivant ses intentions et son action dans le contexte pratique et culturel d'une nation où l'État social n'a ni les moyens ni, en amont, la légitimité que le modèle européen lui a octroyés, c'est bien la gauche qui se trouve renforcée sur la scène mondiale par l'arrivée à la Maison-Blanche de ce nouveau président. Les chantiers que celui-ci lance pour réformer l'éducation et le système de santé dans son pays, sa manière surtout de prendre la crise à bras-le-corps en affectant 787 milliards de dollars à son plan de relance, rappellent le volontarisme politique du New Deal et agissent comme un puissant stimulant sur l'ensemble des progressistes de la planète. La défaite des néoconservateurs américains est sans nul doute

un tournant politique majeur. Le multilatéralisme affiché, la coexistence pacifique des civilisations proclamée, le rôle de l'Europe et du dialogue avec la Russie approuvé, les gestes financiers pour le Sud engagés, le discours écologiste assumé, tout ceci crée un nouveau cercle vertueux pour une offensive des progressistes.

Et l'on comprend, au-delà du narcissisme, que Nicolas Sarkozy en soit mécontent, lui qui avait tout construit sur un rapprochement avec George W. Bush, allant négocier avec ce dernier le retour dans le commandement intégré de l'OTAN.

Cette élection change aussi, pour la gauche européenne, l'approche du problème géopolitique. La politique d'ouverture et de coopération réelle esquissée par Barack Obama, sa volonté de réguler le système financier international en renforçant par exemple le rôle du FMI ne marquent pas simplement la fin des errances de la présidence Bush, le retour raisonnable des États-Unis dans un multilatéralisme minimal. Ils créent la possibilité concrète d'avancer – comme l'a montré, là aussi, le sommet de Londres – dans la mise en œuvre des instruments de gouvernance

mondiale traditionnellement réclamés par les sociaux-démocrates. La prudence s'impose évidemment toujours sur le passage aux actes. Mais le scepticisme de principe sur l'effectivité d'une coopération mondiale, la tentation corrélative de déployer son énergie dans des stratégies nationales perdent leur justification : la gauche européenne est désormais invitée à jouer la coopération et à mettre son propre internationalisme en pratique.

Le manifeste du Parti socialiste européen

Adopté en novembre 2008 à Madrid, au terme d'une large consultation militante lancée par son président Poul Nyrup Rasmussen, le manifeste électoral du Parti socialiste européen (PSE) pour les élections européennes, « Citoyens d'abord : un nouveau sens pour l'Europe », cristallise dans un texte commun ce recentrage global de la gauche européenne.

Affirmant être guidés avant tout par « le respect de l'être humain » et par la volonté de s'occuper « des citoyens d'abord », refusant de subordonner le fonctionnement de la

société à la seule loi du marché, les socialistes européens renouent ici avec l'inspiration humaniste fondamentale d'une gauche qui, depuis cent cinquante ans, dans le sillage de Karl Marx et des fondateurs de la pensée socialiste, pointe les formes d'exploitation contenues dans le rapport capital/travail et dénonce les inégalités engendrées par le système du marché. Ils se réinscrivent clairement dans la logique du « compromis réformiste » : s'il ne s'agit certes plus d'abolir le capitalisme, il reste fondamental de le domestiquer à travers une triple régulation économique, sociale et écologique. « Cette crise marque la fin de l'ère néolibérale des marchés sans régulation », affirme le texte sans détour. La crise actuelle suscite cette critique des errances du marché sur le volet même où s'était effectuée la contrition du socialisme européen : celui de l'efficacité économique. « La crise a révélé les failles profondes du système de marché, qu'il faut encadrer à la base pour éviter l'arrivée d'autres crises », proclame le texte, dans une tonalité qui tranche avec les odes au marché de la période blairiste.

En rétablissant cette logique régulatrice au cœur de leur orientation, les socialistes européens retrouvent tout

simplement un volontarisme politique constitutif de l'identité même de la gauche en Europe.

La « triangulation », la relativisation des clivages idéologiques, le *Beyond Left and Right* d'Anthony Giddens⁴ laissent désormais place à l'affirmation décomplexée de l'affrontement gauche/droite : au mot d'ordre des conservateurs « Adaptez-vous au marché », le manifeste oppose l'acte de foi hérité des Lumières postulant la maîtrise possible d'un destin collectif : « Décidons de notre avenir. » Conformément là aussi à la tradition social-démocrate, cette volonté de transformation sociale prend appui sur les leviers essentiels de la démocratie politique et sociale.

C'est cette logique que le manifeste de Madrid propose de transposer au champ européen, en proclamant que « la démocratie et les droits des citoyens dans l'Union européenne sont le point de départ pour améliorer la vie des gens » et en affirmant notamment la nécessité de créer un « cadre européen » pour la négociation collective. Ce retour aux fondamentaux s'incarne dans toute une série

4. Anthony Giddens, *Beyond Left and Right : The Future of Radical Politics*, Stanford University Press, 1994.

de positions concrètes, qui témoignent du refus de la « société de marché » imposée par la droite néolibérale et par l'idéologie de la concurrence véhiculée par la Commission européenne. « Contrairement à la droite, nous n'assimilons pas l'emploi et les droits sociaux des salariés à des charges qu'il faudrait sans cesse réduire », affirme notamment le manifeste, qui affirme la volonté d'agir « pour une durée maximale de travail décente » respectant la santé, la sécurité, l'équilibre personnel des travailleurs.

Le texte en appelle également à l'établissement d'« un cadre européen pour les services publics qui garantira aux citoyens le droit d'accès universel et égal à ces services », l'attachement social-démocrate à la préservation d'une sphère non marchande et à la prise en charge socialisée de certains besoins essentiels. C'est à partir de cette fidélité réaffirmée à leurs valeurs et à leur histoire que les socialistes européens reviennent vers les nouveaux défis de la période, dans un texte qui reflète également l'actualisation en cours de la doctrine social-démocrate.

Le manifeste de Madrid prend acte, en premier lieu, de ce que l'interdépendance majeure des économies européen-

nes entre elles impose un approfondissement de l'Europe sociale. Aux antipodes de l'approche économique qui a trop longtemps réduit l'unification européenne à l'intégration des marchés et à la constitution d'une zone régionale de libre-échange, il affirme que la « solidarité » et la « cohésion » sont « le socle de la construction européenne ». La nécessité d'une harmonisation sociale vers le haut au sein de l'espace communautaire est affirmée à travers notamment la préconisation d'un « accord européen sur les salaires, garantissant un salaire égal à travail égal et prévoyant l'établissement d'un salaire minimum décent dans tous les États membres, soit par la loi, soit par la négociation collective », le texte précisant de façon tout à fait explicite que « les travailleurs ne doivent pas voir leurs droits sociaux mis en concurrence ». De façon plus générale, l'Union européenne est présentée ici comme « notre lien vital dans la mondialisation ». Les sociaux-démocrates européens s'accordent pour dire que l'Europe doit « exprimer une parole commune plus forte dans le monde », l'arrivée de la nouvelle administration démocrate aux États-Unis offrant la possibilité « d'engager avec force le débat sur une gouver-

nance mondiale réformée, dans le sens du multilatéralisme et d'une coopération renforcée ». Sur cette nouvelle scène mondiale dévastée par la crise, l'Europe doit d'abord, selon le PSE, travailler avec tous ses partenaires internationaux « à une réforme de l'architecture financière mondiale ». Si les libéraux, au-delà des proclamations, répugnent à contraindre les détenteurs du pouvoir économique, la social-démocratie n'attend pas le consentement de ces derniers et se dit prête à leur imposer les restrictions nécessaires. Le manifeste appelle à un nouveau système de règles et à une nouvelle supervision européenne qui concerneraient tous les acteurs financiers, où les obligations sur fonds propres seraient renforcées, les fonds spéculatifs contrôlés, la vente à découvert et les paradis fiscaux éliminés. Mais, sur ce terrain de la nouvelle économie internationale, la vocation de l'Europe est aussi de proposer « une répartition nationale plus juste des gains de l'ouverture commerciale et l'introduction de normes sociales et environnementales plus fortes ». Dans une formule qui résonne avec le concept de « juste échange » avancé par les socialistes français, le manifeste déclare qu'il faut « s'as-

surer que les accords commerciaux conclus par l'Europe comportent des clauses en faveur des droits humains, sociaux, environnementaux dont l'application puisse être vérifiée ». Ses auteurs estiment en particulier, dans le cas hautement sensible de la Chine, que l'Union européenne doit encourager une amélioration de ces normes « parallèlement à l'approfondissement des relations commerciales ». Dans la vision social-démocrate, l'Europe doit également porter le combat pour l'éradication de la pauvreté et du sous-développement. Sans faire preuve de la moindre faiblesse dans la lutte contre le terrorisme, que le texte des socialistes européens présente comme « une priorité essentielle » de l'Union, il appartient notamment au manifeste de rappeler les soubassements sociaux de celui-ci. Il propose que la prochaine législature du Parlement européen permette de progresser dans la mise en œuvre effective des Objectifs du Millénaire pour le développement définis par les Nations unies, ce qui suppose notamment que l'Europe « dégage de nouvelles sources de financement » pour une politique de développement conduite « de façon plus coordonnée, efficace et ciblée ».

La « modernité social-démocrate » du manifeste de Madrid résulte, en second lieu, d'une volonté de prendre à bras-le-corps les défis actuels de la reconversion économique de l'Europe à partir de la réaffirmation du rôle stratégique de la puissance publique dans le processus. Non contents de croire en la régulation macroéconomique de la croissance, les sociaux-démocrates ont en effet de longue date identifié le bien-fondé d'une intervention structurelle des collectivités publiques dans l'économie. Le PSE ne prône pas ici le retour à un programme complet de nationalisations, pas plus qu'il ne postule l'omniscience du pouvoir politique dans le « mécano » industriel. Mais, en proposant de financer par le budget européen « un Programme de compétences » destiné « à préparer les salariés aux emplois de demain comme ceux liés aux technologies vertes et aux énergies renouvelables » ; en estimant que « des milliards d'euros d'investissements s'imposent dans tout le continent » pour le développement des transports, la diffusion des nouvelles technologies, les travaux d'isolation des bâtiments ; ou encore en voulant renforcer la Banque européenne d'investissement (BEI) ou la Banque européenne

pour la reconstruction et le développement (BERD) au profit du financement des PME, il renoue, là aussi, avec les analyses classiques des économistes de gauche sur les défaillances et la myopie du marché, sur l'incapacité de celui-ci, aveuglé par son obsession de rentabilité à court terme, à gérer les « externalités⁵ » ou à réaliser des investissements porteurs d'innovation et créateurs des emplois de demain. Les socialistes européens rappellent, de ce point de vue, les potentialités contenues dans le développement de l'économie sociale. Mais ils lient aussi dans leur analyse les enjeux économiques et écologiques, à travers la « conviction que la lutte contre le réchauffement climatique peut renouveler l'économie européenne ». Situait d'emblée le problème à son échelle planétaire, le PSE souhaiterait ici aussi voir l'Europe prendre une certaine forme de leadership. Il préconise que l'Union défende l'objectif de 30 % pour les réductions de gaz à effet de serre lors du sommet des Nations unies prévu à la fin de l'année à Copenhague, et suggère notamment que l'Europe donne

5. C'est-à-dire les situations où l'activité d'un agent économique a des effets sur d'autres agents sans qu'il soit possible d'établir une relation marchande.

l'exemple de cette volonté par le biais d'une « directive climat » et d'un investissement accru dans les énergies renouvelables.

Le manifeste de Madrid, enfin, témoigne du renouvellement de la doctrine social-démocrate par sa prise en compte de la diversification des inégalités : « entre les enfants de familles riches et ceux de familles pauvres ; entre ceux qui ont un emploi stable et bien rémunéré et ceux qui sont confinés à des tâches d'exécution dans des emplois précaires ; entre les travailleurs à faible qualification et les détenteurs de diplômes enviés ; entre ceux qui ont accès à Internet et ceux qui ne l'ont pas ; entre les immigrés et les Européens d'origine ; entre les femmes et les hommes ».

Sensibles à l'enjeu contemporain de l'égalité des chances, les socialistes européens veulent engager l'Union dans une stratégie de lutte contre la pauvreté infantile et le droit à l'éducation. Ils font de l'égalité des sexes un des six axes majeurs de leur programme, proposant notamment d'encourager l'activité des femmes en imposant aux États des normes relatives à l'accueil de la petite enfance. Ils propo-

sent d'élaborer une « Charte européenne pour l'intégration des immigrés » qui permettrait en particulier de veiller à l'égalité des droits.

Ils n'oublient pas, ce faisant, les enjeux traditionnels de la protection et de la redistribution sociale, appelant à des politiques fiscales justes pour préserver le financement des systèmes de protection sociale et à des politiques de soutien des faibles revenus, dans le cadre plus global d'un « Pacte européen du progrès social ».

Un double mouvement

Pas mécontents de briser définitivement l'isolement des « années Blair », les socialistes français ont salué comme il se doit le manifeste de Madrid.

La résolution adoptée par les militants du parti le 12 mars dernier met notamment en exergue les propositions du texte européen en faveur d'une régulation du capitalisme financier, d'une relance économique ambitieuse, d'une nouvelle politique industrielle et écologique, ou encore d'un « Pacte européen du progrès social ».

Le Parti socialiste français a naturellement souhaité « compléter » et « préciser » cette plate-forme commune, livrant en premier lieu sa lecture de la crise actuelle comme l'effondrement de tout le système idéologique et pratique issu de l'ère Thatcher-Reagan.

« Trente ans de déréglementation, dérégulation, libéralisation, privatisation des services publics ont abouti à l'avènement d'une économie de l'endettement et de la spéculation de plus en plus inégalitaire et vulnérable ».

Face à une droite européenne au bilan désastreux qui depuis des années a consciencieusement porté cette contre-réforme libérale réclamée par le nouveau capitalisme financiarisé, et qui – de José Manuel Barroso au tandem Sarkozy-Merkel – se refuse aujourd'hui à produire une relance économique à la hauteur de la crise, il ne s'agit pas simplement de redécouvrir l'effectivité du clivage droite/gauche, mais aussi de prendre politiquement acte du fait que « le nouveau cours mondial et la crise économique rendent caduc le compromis historique avec la droite dans la construction européenne ».

Pour les socialistes français, ce changement majeur dans

la situation mondiale offre en effet l'opportunité de revenir au pari stratégique initial contenu dans la construction européenne et sa relance des années 1980 : celui de reconstituer à l'échelle pertinente du continent les instruments sociaux-démocrates de régulation de l'économie de marché capitaliste, celui d'« une Europe politique porteuse non seulement d'un modèle social, mais aussi d'un idéal de civilisation ».

Dépassant leurs propres débats institutionnels, les socialistes français affirment dans cette résolution le primat de l'agenda économique et social. Ils réitèrent leurs propositions classiques pour la constitution plus affirmée d'un État social européen :

- L'euro n'étant pas pour eux le point d'aboutissement de l'unification du marché intérieur mais un point de passage vers un gouvernement économique européen, ils rappellent notamment l'enjeu majeur de la coordination des politiques économiques. Ce pilotage macroéconomique est « rendu encore plus nécessaire par la faiblesse du dollar, du yuan et du yen et la refonte encore insuffisante du pacte de stabilité ».

- Pour développer les politiques industrielles et sociales européennes énoncées dans le manifeste de Madrid, ils préconisent l'augmentation nécessaire des ressources propres et du budget de l'Union, ainsi que l'octroi à celle-ci du droit de lever des emprunts pour financer ses investissements de long terme, à l'image de ce que font États.
- Ils rappellent à leur tour qu'il n'existe pas d'Europe sociale sans une volonté réelle d'harmoniser les fiscalités pour lutter contre le dumping fiscal et le dumping social, « condition nécessaire à l'arrêt des délocalisations abusives à l'intérieur de l'Union européenne ». Ils estiment, à cet égard, que le salaire minimum évoqué par le PSE « doit atteindre 60 % du salaire médian de chacun des pays, étape vers un salaire minimum européen ».
- Les socialistes français précisent encore les objectifs multiples de la nouvelle politique industrielle esquissée par les socialistes européens : la révision de la « stratégie de Lisbonne » doit bel et bien viser à faire émerger un nouveau modèle de développement, une nouvelle donne sociale, écologique et continentale. Mais cette projection dans la modernité n'est pas contradictoire avec la volonté de

conserver aussi « une base industrielle complète » en Europe, car celle-ci est « une condition du retour au plein emploi ». Les socialistes français, de ce point de vue, ne refusent pas l'insertion dans le commerce mondial. Ils ne préconisent pas la généralisation du protectionnisme. Mais ils estiment que « la protection et le développement des industries traditionnelles doivent figurer parmi les priorités au même titre que l'investissement dans l'économie verte, les industries de pointe et les services à haute valeur ajoutée ». Précisant ainsi leur concept de « juste échange », ils réclament « une politique commerciale européenne ajustée pour permettre à la fois à nos industries les plus exposées de préserver leurs emplois en se modernisant, aux pays les moins avancés de continuer à se développer, et aux normes internationales du travail et de l'environnement de s'appliquer dans les processus de production ». Sur toutes ces questions, et notamment en matière d'harmonisation sociale et fiscale, le texte français rappelle d'ailleurs la possibilité de recourir s'il le faut à la stratégie des « coopérations renforcées », qui permet de contourner les réticences de certains États.

Ces précisions utiles n'empêchent pas le PS de constater en tout cas que « l'effondrement du libéralisme financier a réduit la controverse entre socialistes européens sur les rôles respectifs du marché et de la puissance publique dans l'économie » et d'estimer que « les convergences codifiées par le manifeste constituent un tournant ».

On peut du reste observer que, s'agissant du positionnement du socialisme français au sein du socialisme européen, cette convergence résulte d'un double mouvement combiné : celui, souligné ici, des « partis frères », qui réinscrivent leur orientation modernisatrice dans le cadre des valeurs fondamentales de la social-démocratie ; mais celui aussi du PS français, qui assume également clairement son réformisme de gauche.

Resté bien plus longtemps que d'autres fidèle à la rhétorique de la « rupture » avec le capitalisme, le PS français a mis un peu plus de temps, on le sait, à théoriser son « tournant pratique ». Ignorant ainsi les contradictions entre le dire et le faire, il s'offrait encore le luxe en 1990, aux plus belles heures de la politique de « désinflation compétitive » et du « franc fort », de se référer à la Révolution dans sa

déclaration de principes. Faute de s'être prolongée dans une redéfinition doctrinale et un projet historique, la stabilisation politico-idéologique opérée par Lionel Jospin après 1995 autour d'une orientation implicitement social-démocrate n'a pu alors prévenir la remise en selle de débats artificiels après le traumatisme de 2002.

Sur fond de compétition présidentielle, ceux-ci n'ont guère permis au PS de se préparer sérieusement à la présidentielle suivante. Et il a fallu une nouvelle défaite dans l'échéance majeure pour qu'une prise de conscience de cette impasse collective conduise enfin les uns et les autres à vouloir dépasser les postures et les jeux de rôle récurrents dans lesquels le socialisme français avait fini par se marginaliser.

Cette volonté a été consacrée dans l'adoption à l'unanimité en juin 2008 d'une déclaration de principes définissant le PS comme un « parti réformiste » et dans la constitution au congrès de Reims, autour de la nouvelle première secrétaire Martine Aubry, d'une nouvelle synthèse politique entre des courants qui s'étaient violemment affrontés dans la période précédente.

CONCLUSION

LA VRAIE TROISIÈME VOIE

Les divergences idéologiques qui ont divisé le socialisme européen dans les dernières décennies ont longtemps entravé la construction effective d'une Europe politique et sociale. De ce point de vue, le mouvement socialiste avait retrouvé, à la fin du ^{xx}e siècle, les contradictions nationales qui avaient empêché la mise en œuvre pratique de son internationalisme au début de ce même siècle.

Cette situation a contribué, en France notamment, à l'émergence d'un doute légitime sur les avantages réels de la construction européenne. L'hésitation des socialistes européens à défendre leur propre « modèle social », symbolisé par le rendez-vous raté de l'Europe rose au milieu des années 1990, la voie ainsi laissée libre au déploiement constant des politiques néolibérales de la concurrence ont produit une forme de scepticisme et de désenchantement à l'égard du projet européen que le référendum de mai 2005 a en partie traduit.

La crise actuelle, l'élection de Barack Obama, les leçons

que chaque formation de la gauche européenne tire de sa propre expérience engendrent un nouvel état d'esprit, un nouveau cours. En décidant de concilier la modernisation et la fidélité à ses principes, le socialisme européen invente enfin la véritable Troisième Voie.

Cette convergence, à laquelle participent les évolutions du PS français, ouvre une perspective européenne inédite : pour la première fois sans doute depuis l'institution en 1979 de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, l'affrontement droite/gauche devient lisible dans l'espace public européen. Les sociaux-démocrates avancent dans cette élection armés d'un manifeste qui propose à tous les Européens la réorientation attendue de la construction européenne.

Accordés aux temps nouveaux, les socialistes européens constituent désormais la grande force d'alternance qui peut remettre l'Union européenne sur ses pieds et être ainsi au rendez-vous de l'Histoire.

LES ESSAIS DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GILLES FINCHELSTEIN
RÉDACTEUR EN CHEF : LAURENT COHEN

CONCEPTION MAQUETTE : A&CO - IOW
RÉALISATION : MARTINE SAVINA

FONDATION JEAN-JAURÈS
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
TÉLÉPHONE : 01 40 23 24 00
TÉLÉCOPIE : 01 40 23 24 01
COURRIEL : fondation@jean-jaures.org
SITE INTERNET : www.jean-jaures.org

Jean-Christophe Cambadélis
avec la collaboration de Laurent Baumel

Les socialistes européens et les temps nouveaux

La parenthèse sociale-libérale se referme, un nouveau cours de la social-démocratie se dessine – telle est la thèse que défend Jean-Christophe Cambadélis.

Ce nouveau cours ne suit pas la voie du « néogauchisme conservateur », il vise à renouveler la social-démocratie en l'ancrant dans ses valeurs traditionnelles. Il s'incarne dans l'adoption, par le Parti socialiste européen, de son Manifeste électoral. Il place les socialistes français, qui ont assumé leur réformisme, dans une position centrale. Il ouvre la possibilité, par cette convergence nouvelle entre socialistes européens, de la construction effective d'une Europe politique et sociale.

www.jean-jaures.org

ISBN : 2-910461-76-9

4 €